



AFRIQUE/SENEGAL - L'avenir du Sénégal se joue-t-il à l'intérieur du parti du Président sortant ?

Dakar (Agence Fides) – Les protestations se poursuivent au Sénégal après que le Conseil constitutionnel ait publié la liste des 14 candidats admis aux élections présidentielles, y compris le Président Abdoulaye Wade, excluant le chanteur pop international Youssou N'Dour. Les protestations sont motivées par le fait que Wade se présente pour un troisième mandat alors qu'une révision de la Constitution établit que le Chef de l'Etat ne peut effectuer que deux mandats. Le Conseil constitutionnel a donc accueilli la thèse défendue par Wade, à savoir qu'ayant été élu la première fois en 2000 et la deuxième en 2007, il a reçu son premier mandat avant que n'intervienne la révision constitutionnelle – adoptée en 2001 – qui limite l'éligibilité à deux mandats.

Hier, au moins une personne a trouvé la mort au cours des affrontements devant l'Université de Dakar. « Tout en ne sous-estimant pas la gravité de ces incidents et la triste perte en vies humaines, il semble que la presse européenne diffuse peut-être un alarmisme excessif à propos de la situation au Sénégal » indiquent à l'Agence Fides des sources locales qualifiées qui demandent à conserver l'anonymat pour raisons de sécurité. « La tension existe parce que la candidature du Président pour un troisième mandat a été source de mécontentement dans différents secteurs de l'opinion publique. Le mécontentement s'est cristallisé sous la forme du Mouvement 23, auquel participent des partis politiques, des organisations civiles et des ONG mais qui ne semble pas constituer une réelle alternative politique au Parti démocratique, celui du Président ».

« La situation à Dakar est calme. Il faut tenir compte du fait que la participation à la manifestation du 31 janvier n'a pas été proportionnelle aux dimensions de la capitale : on parle en effet de 15.000 personnes dans une ville qui compte 3 millions d'habitants, avec un campus universitaires regroupant 40.000 étudiants. On ne peut donc pas dire que l'ensemble de la population de Dakar soit descendue dans la rue pour manifester sa colère face à la décision de la cour constitutionnelle » ajoutent les sources de Fides.

Nos interlocuteurs prévoient cependant que « les élections seront tendues, ce qui constitue une situation déjà vue en 2000, lorsque le Parti socialiste qui avait toujours été aux affaires depuis l'indépendance, fut battu par le parti de Wade. Il est probable que le premier tour se déroulera normalement. Le problème est que le cadre politique semble très divisé » soulignent les sources. « En premier lieu, c'est l'opposition qui est divisée, ayant présenté au total 13 candidats contre l'appareil du parti au pouvoir. Après tout, le Président conserve une certaine popularité, surtout dans les milieux ruraux où vivent la moitié de la population. Mais il existe également des divisions dans le camp présidentiel. Même si Wade devait être réélu, vu son âge (85 ans), la lutte en vue de sa succession s'ouvrirait à l'intérieur de son parti. Au sein du Parti démocratique s'est déjà ouverte une faille lorsque ses deux principaux responsables, hormis Wade, se sont divisés, avant de choisir de se présenter contre lui. Et il est probable qu'en cas de victoire de Wade, l'avenir du Sénégal se jouera dans la redéfinition des rapports à l'intérieur du Parti démocratique, ce qui signifie choisir le successeur de Wade ».

Nos sources soulignent que « ce qui est en jeu est la stabilité des institutions d'une démocratie africaine qui a une histoire exemplaire à l'échelle du continent. C'est pourquoi est en cours au plan international une action visant à garantir la plus grande transparence électorale possible. Au plan religieux également, tant l'Eglise catholique que les deux plus importantes confraternités islamiques se sont exprimées afin de garantir le déroulement pacifique des élections ».

« De nombreux jeunes qui avaient voté pour le Président sont déçus mais on ne sait s'ils voteront contre lui ou bien s'ils s'abstiendront en masse. Le principal problème est justement la désaffection de nombre de jeunes envers les institutions » concluent les sources de Fides. (L.M.) (Agence Fides 02/02/2012)